ENGAGEMENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

CSO
Civil Society
Société Civile

Newsletter

Bulletin d'information Voix des Citoyens en Afrique Juillet 2024 | ÉDITION 13



Les citoyens africains appellent à une réforme de l'architecture financière mondiale.



> “L’architecture financière mondiale devrait être plus réactive, inclusive, responsable et repensée pour soutenir le développement accéléré du monde, en particulier celui de l’Afrique

Akinwumi Adesina
President du Groupe de la Banque africaine de développement

Tracer la voie de la transformation économique en Afrique

L’Afrique connaît une croissance économique, mais les bénéfices n’atteignent pas la majorité des Africains. Cela indique un manque de transformation et constitue l’un des plus grands défis que nous devons relever en tant que continent pour véritablement gagner notre indépendance économique et la prospérité pour notre peuple. La transformation a trouvé sa place sur l’agenda des discussions locales, régionales et mondiales au cours de l’année écoulée, principalement en raison de la prise de conscience que face à des chocs comme le COVID-19, notre forte croissance n’est pas suffisante pour nous permettre de résister aux chocs et de récupérer. Nous devons aller au-delà. Nous devons transformer.

Au niveau mondial, il y a eu de forts appels à une refonte de l’architecture financière mondiale obsolète, plaidant pour une plus grande représentation et voix de l’Afrique dans les processus décisionnels mondiaux et des solutions plus justes aux défis économiques mondiaux qui touchent de manière disproportionnée l’Afrique, tels que la dette et le climat. Les progrès récents, comme l’obtention d’un siège par l’Union Africaine au G20 et les étapes vers le réacheminement des Droits de Tirage Spéciaux vers la BAD, pourraient considérablement renforcer la capacité financière de l’Afrique. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour apporter des ressources indispensables à l’Afrique afin de soutenir notre transformation.

Il y a plusieurs choses que nous pouvons faire dès maintenant en tant que continent pour stimuler notre transformation sans attendre que la réforme de l’Architecture Financière Mondiale soit mise en œuvre.

Premièrement : nous devons travailler au-delà de nos frontières. Les pays africains doivent collaborer pour construire des chaînes de valeur régionales et des centres d’excellence, facilitant le commerce intra-africain et l’intégration régionale. La ratification et la mise en œuvre des protocoles de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sur la libre circulation de la main-d’œuvre qualifiée et des marchandises à travers les frontières créeront un bloc économique compétitif et résilient.

Deuxièmement : nous devons augmenter la mobilisation des revenus nationaux, freiner les flux financiers illicites et tirer parti des envois de fonds. Les institutions financières régionales ont été saluées pour leurs approches innovantes visant à maximiser les ressources limitées. La formation du Club de l’Afrique, par exemple, vise à renforcer le pouvoir de négociation de l’Afrique sur la scène mondiale en regroupant les ressources et l’expertise de diverses institutions financières africaines. Néanmoins, nos gouvernements nationaux doivent insister sur des impôts plus équitables et veiller à ce que l’argent qui devrait rester en Afrique ne parte pas à l’étranger.

Et enfin : nous avons l’opportunité de transformer des secteurs qui peuvent être des moteurs de progrès économique pour les individus et les pays. Un de ces secteurs est l’économie des soins - qui a traditionnellement été informelle, non réglementée et souvent exploitante, en particulier envers les femmes qui n’ont pas d’autres options d’emploi. Transformer ce secteur en une industrie formelle avec des réglementations appropriées, une formation, une rémunération équitable et des protections pourrait créer des emplois décents et intégrer les travailleurs dans l’économie formelle, améliorant ainsi leurs contributions économiques à leurs pays et générant plus de ressources pour leurs propres familles et communautés.

Je crois fermement que nous ne pouvons pas seulement parler de transformation; nous devons la suivre. Il sera essentiel pour les institutions, organisations et pays africains d’adopter une métrique commune qui nous montre où nous en sommes et permet aux citoyens de demander des comptes aux gouvernements pour les progrès réalisés.

Au cœur de notre travail au Centre Africain pour la Transformation Économique (ACET) se trouve la conviction que la croissance inclusive et durable fondée sur la diversification, la compétitivité des exportations, la productivité, la technologie et le bien-être humain est la clé de la transformation de l’Afrique. Nous travaillons sans relâche avec les pays et des institutions comme la Banque Africaine de Développement et l’Union Africaine pour aller au-delà des discours, en fournissant des données et des preuves dans l’Indice de Transformation Africaine, suivant les progrès des pays depuis les années 2000 et pointant les secteurs les plus importants dans chaque pays pour stimuler la transformation.

Des pays comme la Tunisie, le Maroc et l’Ile Maurice, par exemple, ont montré que la diversification et la compétitivité à l’exportation peuvent non seulement conduire à la transformation mais aussi à une plus grande résilience face aux chocs économiques mondiaux. J’espère sincèrement que nous pourrons utiliser la Croissance avec PROFONDEUR comme point de départ pour parvenir à un accord commun.

En tant qu’organisations de la société civile et instituts de politique économique, nous avons un rôle crucial à jouer en fournissant les preuves, les analyses et les données nécessaires pour l’advocacy visant à faire avancer cet agenda. Nous nous réjouissons de travailler plus étroitement avec nos partenaires africains et avec la Banque Africaine de Développement pour faire de la transformation de l’Afrique une réalité.



Mavis Owusu-Gyamfi,
Présidente et Directrice Générale du Centre Africain pour la Transformation Économique (ACET)

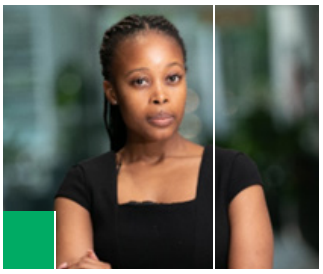
Plaider pour une réforme équitable de la finance mondiale au profit de l’Afrique

L’Institut Sud-Africain des Affaires Internationales (SIIA) est un groupe de réflexion indépendant e n matière de développement et de politique étrangère promouvant une Afrique bien gouvernée, pacifique, économiquement durable et engagée au niveau mondial. Notre travail couvre la politique étrangère, la gouvernance, l’environnement, la politique économique et le développement social. Nous utilisons la prévoyance, la recherche, la consultation politique et l’engagement multipartite pour relier les expériences locales aux débats mondiaux. Nos connaissances générées en Afrique fournissent aux décideurs locaux et régionaux des options indépendantes basées sur des preuves pour le développement futur de l’Afrique. Le SIIA participe activement et coordonne un certain nombre de réseaux africains et transnationaux tels que le Réseau des groupes de réflexion d u S ud et l e Groupe permanent africain du Think 20.

La réforme de l’architecture financière mondiale est une demande et une recommandation politique formulées dans divers rapports de recherche et engagements politiques du SIIA. Cela en reconnaissance du fait que le statu quo des institutions financières mondiales n’est ni équitable ni juste.

Une réforme serait un catalyseur pour les financements indispensables à la région africaine. Comment cela profite-t-il aux citoyens africains ? Les pays africains seraient mieux positionnés pour répondre à leurs impératifs de développement, participer aux instruments de service de la dette sans une note négative des agences de notation, financer leur industrialisation verte et être en bonne voie pour réaliser les aspirations énoncées dans l’Agenda 2063.

Le SIIA a récemment participé à une série de discussions de haut niveau lors des Réunions de printemps de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) qui se sont tenues du 16 au 20 avril à Washington. La participation de l’Institut à ces discussions cruciales reflète son engagement continu à promouvoir les intérêts africains dans l’architecture financière mondiale et à promouvoir des solutions durables aux défis de développement.



Luanda Mpungose
Institut Sud-Africain des Affaires Internationales (SIIA)

Réformer l'architecture financière mondiale pour la transformation de l'Afrique : Le rôle crucial de la Société Civile



Beth Dunford

Vice-présidente de la Banque africaine de développement chargée de l'agriculture, du développement humain et social

Le cheminement de l'Afrique pour atteindre son potentiel de développement économique et social nécessite plus que de la croissance économique. La véritable transformation signifie créer des emplois et des opportunités entrepreneuriales ainsi que des filets de sécurité sociale qui aident à garantir un avenir durable pour les populations africaines. Alors que les efforts nationaux et régionaux font avancer ces objectifs, la réforme mondiale est également essentielle. Nous avons besoin d'un système financier équitable qui positionne l'Afrique comme une destination de développement et d'investissement plus attrayante.

Les organisations de la société civile émergent comme des acteurs essentiels dans cette transformation. Le Groupe de la Banque Africaine de Développement a organisé un événement parallèle lors de nos récentes Réunions Annuelles sur le thème «Impliquer la Société Civile dans la transformation de l'Afrique et les réformes de l'architecture financière mondiale.». L'événement parallèle a montré le pouvoir de la collaboration entre les institutions de développement et la société civile.

J'ai été particulièrement frappée par un moment pendant la discussion du panel de l'événement parallèle avec des représentants des secteurs du développement, de la société civile et universitaire. Un jeune homme dans l'audience, Mohammed Muse, a contribué à la discussion avec tant d'enthousiasme et d'engagement que nous l'avons invité à monter sur scène pour rejoindre le panel en tant que représentant de la jeunesse. Muse, expert en paix et sécurité avec un certain nombre d'organisations de la société civile kényane, nous a rappelé que la diversité des voix de la société civile a sa place dans les discussions sur le développement de l'Afrique. Je suis fière de partager que Muse nous a dit qu'il deviendrait un ambassadeur pour l'engagement des organisations de jeunesse de base.

L'événement parallèle de la Division de l'Engagement de la Société Civile a mis l'accent sur la mise en avant des organisations de la société civile dans la conception et la mise en œuvre des travaux de développement. En incluant également leurs voix dans la réforme de l'architecture financière mondiale, nous envoyons un message clair : le développement économique et social doit refléter les besoins et les aspirations des personnes que nous servons.

En nous appuyant sur cet élan, je vous invite au prochain Forum de la Société Civile du Groupe de la Banque Africaine de Développement. Le Forum sera une plateforme hybride pour continuer la conversation entre les représentants de la société civile, le personnel de la Banque, les organisations internationales et les décideurs gouvernementaux, exclusivement dédiée aux priorités de la société civile en Afrique. Restez à l'écoute pour les dates et les détails d'inscription dans les prochaines éditions de cette newsletter ou suivez-nous en ligne : @AfDB_Group sur Instagram, LinkedIn et X (anciennement Twitter) ou @AfDBGroup sur Facebook.

Sincèrement



Mohammed MUSE

Chargé principal du plaidoyer pour l'engagement des Organisations de la Société Civile

Réformer l'architecture financière mondiale: Une nécessité pour l'Afrique

Réformer l'architecture financière mondiale est essentiel pour le développement durable de l'Afrique. Le système actuel, établi dans les années 1940 pour l'Europe d'après-guerre, est obsolète et doit être adapté pour répondre aux besoins de plus de 190 pays, y compris l'Afrique. Cette réforme est essentielle pour assurer une représentation équitable et aborder les biais systémiques qui entravent les nations africaines.

Les organisations de la société civile (OSC) ont joué un rôle clé dans la défense de ces changements. Une réalisation notable a été l'inclusion de l'Union Africaine dans le G20. En 2022, lors de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales à Bali, des représentants des OSC et du gouvernement sénégalais ont présenté un argument convaincant pour l'adhésion de l'Afrique au G20, mettant en avant la démographie, le potentiel économique et l'importance stratégique du continent. Cette défense a conduit à l'approbation du président Biden et à l'inclusion formelle de l'Union Africaine dans le G20.

La Banque Africaine de Développement (BAD) joue un rôle important dans cette transformation. Malgré les contraintes de liquidité, la BAD a innové avec des instruments financiers tels que l'émission de 750 millions de dollars de capital hybride, attirant plus de 270 investisseurs. Cette innovation démontre le leadership de la banque et sa capacité à unifier la voix de l'Afrique sur la scène mondiale. Aborder la lenteur des restructurations de la dette est un autre domaine critique. Le cadre commun pour la restructuration de la dette a été lent, affectant des pays comme la Zambie, le Tchad, l'Éthiopie et le Ghana. Ces retards ont suscité des perceptions négatives du marché, compliquant l'accès au capital pour les pays voisins. Rationaliser les processus de restructuration de la dette et améliorer les perceptions du marché grâce à une défense cohérente au niveau multilatéral sont des étapes essentielles à franchir.

L'approbation récente par le FMI de l'utilisation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) pour l'achat d'instruments de capital hybride ouvre de nouvelles voies de financement du développement. Cependant, le succès de ces initiatives dépend des gouvernements à préparer des projets de haute qualité pouvant utiliser efficacement ces fonds. La mobilisation des ressources nationales et la création d'un environnement favorable aux investissements du secteur privé sont cruciales pour passer de milliards à des billions en financement du développement.

La transformation de l'Afrique est un effort collaboratif. Les gouvernements, les institutions financières et la société civile doivent travailler ensemble. En tirant parti des outils financiers innovants et en plaidant pour des réformes systémiques, nous pouvons créer un avenir où l'Afrique prospère sur la scène mondiale. La Banque Africaine de Développement reste déterminée à diriger ces efforts, en veillant à ce que le développement reflète les besoins et les aspirations des personnes que nous servons. Avec un soutien et une collaboration continue, nous pouvons réaliser notre vision commune d'une Afrique transformée et prospère.



Hassatou DIOP N'SELE

Vice-Présidente chargée des Finances et Cheffe de la Direction Financière (FIVP)

> “ Nous, les jeunes leaders au cœur de nos communautés, invitons la Banque Africaine de développement à se joindre à nous pour construire un avenir meilleur. Nous possédons les connaissances de terrain et la passion nécessaires pour relever les défis auxquels notre continent est confronté. En s'associant directement avec nous, la Banque peut puiser dans une source d'idées et de solutions innovantes. Ensemble, nous pouvons créer un changement durable et donner aux jeunes les moyens d'être des agents de transformation

Au cœur du changement: Les communautés africaines refaçonnent la finance mondiale



William Carew,

Chef du Secrétariat du Conseil Économique, Social et Culturel de l'Union Africaine (AU-ECOSOCC)

Les citoyens africains demandent de plus en plus une réforme inclusive de l'architecture financière mondiale pour mieux répondre aux défis et opportunités uniques du continent. Cet appel à l'action souligne la nécessité de placer les communautés africaines au cœur des décisions financières mondiales.

Inclure la société civile dans les processus décisionnels est essentiel car elle apporte des solutions pratiques basées sur des preuves. Lors d'un récent événement, l'importance des contributions locales aux politiques et la nécessité d'une approche plus inclusive de la gouvernance ont été mises en avant.

Historiquement, les citoyens africains se sont sentis déconnectés des décisions qui affectent leur vie. Jusqu'aux années 1990, l'Union Africaine (UA) n'avait pas de mécanisme formel pour impliquer la société civile. Cela a changé en 2002 avec l'adoption de l'Acte Constitutif, introduisant le Conseil Économique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC). L'ECOSOCC a été établi pour fournir des conseils politiques à l'UA, reflétant les expériences et défis rencontrés par les communautés à travers le continent.

L'ECOSOCC comble le fossé entre les décideurs politiques et la base. «Ce groupe de personnes ici travaillent au niveau communautaire. Ils rencontrent des défis, documentent les meilleures pratiques, apprennent de leur mise en œuvre» explique l'auteur. En tirant parti des perspectives et de l'expertise de ceux directement impliqués dans le développement communautaire, l'ECOSOCC veille à ce que les politiques soient ancrées dans la réalité.

Malgré ces avancées, beaucoup reste à faire. Les enquêtes d'Afrobaromètre révèlent une perception généralisée que les élections ne conduisent pas à des améliorations significatives dans la vie des gens. Ce décalage entre les élites politiques et les citoyens ordinaires souligne le besoin d'une gouvernance plus inclusive et réactive.

L'appel à la réforme dépasse les frontières du continent africain. L'architecture financière mondiale, établie au milieu du XXe siècle, ne reflète plus les réalités d'un monde comptant plus de 190 nations. Les pays africains, avec leurs défis et opportunités uniques, nécessitent un système juste et équitable. Les organisations de la société civile ont joué un rôle clé dans la défense de ces changements, réalisant des étapes importantes telles que l'inclusion de l'Union Africaine dans le G20.

Pour véritablement transformer l'avenir économique de l'Afrique, il est impératif que les citoyens soient au cœur des efforts de développement. Cela signifie plus que de simples engagements rhétoriques ; cela nécessite des actions délibérées et intentionnelles pour garantir que les citoyens puissent prendre en charge leur développement. Les gouvernements, les institutions financières et les organismes internationaux doivent travailler en collaboration avec la société civile pour créer un système financier inclusif qui serve tous.

Alors que nous célébrons le 20e anniversaire de l'ECOSOCC cette année, il est approprié de réfléchir à son rôle dans la défense de ces réformes inclusives. La création du conseil il y a deux décennies a marqué une étape importante vers une plus grande participation civique en Afrique. Son parcours a consisté à ouvrir des voies pour que les citoyens participent activement à la formulation des politiques qui affectent leur vie.

En conclusion, l'appel à une réforme inclusive de l'architecture financière mondiale est un appel clair en faveur de la justice et de l'équité. En plaçant les citoyens africains au centre de cette transformation, nous pouvons construire un avenir où le continent prospère sur la scène mondiale. Le chemin à parcourir est difficile, mais avec des efforts collectifs et un engagement inébranlable, une Afrique inclusive et prospère est à portée de main.



Ahmed Fathy,

Représentant-Région Afrique du Nord et Thématique Jeunesse au sein du Comité Banque-OSC - Fondateur et PDG de la Fondation «**Youth Love Egypt**»

Transformation de la finance mondiale : Des opportunités pour la jeunesse africaine

La réforme de l'architecture financière mondiale est une occasion cruciale d'améliorer directement la vie des citoyens africains, en particulier des jeunes. Historiquement, l'architecture financière existante a souvent échoué à répondre aux besoins des jeunes Africains, leur laissant un accès limité aux ressources et aux opportunités nécessaires à la croissance économique et au développement personnel. Cette transformation peut non seulement renforcer les économies africaines, mais aussi offrir aux jeunes des possibilités considérables de devenir des acteurs clés du développement durable.

L'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les jeunes entrepreneurs est l'accès limité au financement. Un système réformé pourrait améliorer cette situation en facilitant l'accès au crédit et à l'investissement. Cela permettrait aux jeunes de créer et de développer des entreprises, de créer des emplois et de stimuler les économies locales.

Une réforme bien conçue de l'architecture financière mondiale comprendrait des programmes de formation et de développement des compétences pour les jeunes. Des initiatives telles que les ateliers « Climate Pioneers Academy » de YLE soulignent l'importance de l'éducation et de la sensibilisation.

En dotant les jeunes des compétences nécessaires pour naviguer dans le paysage économique et environnemental moderne, ces programmes garantissent que les jeunes sont préparés à devenir des leaders et des innovateurs.

L'esprit d'entreprise est un puissant moteur de croissance économique. Une architecture financière réformée peut promouvoir l'esprit d'entreprise en offrant des incitations, des subventions et des programmes de mentorat. Le projet Forse de YLE, par exemple, a aidé de nombreux jeunes de Haute-Égypte à trouver un emploi et à lancer leur propre entreprise. En intégrant des mécanismes de soutien aux jeunes dans la réforme financière mondiale, nous pouvons créer une économie africaine plus résiliente. Les jeunes, dotés de nouvelles compétences et ressources, peuvent proposer des solutions innovantes à des défis tels que le changement climatique et la sécurité alimentaire.

La réforme de l'architecture financière mondiale offre une occasion unique de transformer les économies africaines. En remédiant aux lacunes du système actuel et en soutenant la jeunesse africaine, nous pouvons créer un avenir plus radieux pour notre continent.

Efforts collaboratifs pour la transparence et la réforme budgétaire en Afrique

L'Initiative Collaborative pour la Réforme Budgétaire en Afrique (CABRI) opère un changement significatif d ans la gestion des finances publiques à travers le continent. En tant que réseau de responsables budgétaires au sein de divers Ministères des Finances, CABRI se concentre sur l'amélioration des systèmes gouvernementaux pour garantir des processus décisionnels plus efficaces et inclusifs.

L'un des principaux domaines d'amélioration est la transparence. Bien qu'il y ait une pression substantielle de la part des donateurs pour augmenter la transparence des systèmes budgétaires, CABRI plaide pour une approche plus proactive. «Chez CABRI, nous aimons parler de transparence active» explique Giselle, une représentante de CABRI. Ce concept va au-delà de la simple publication des budgets dans des formats accessibles. Il s'agit plutôt de rendre les données non seulement disponibles mais aussi exploitables et répondant aux besoins des organisations de la société civile (OSC) et des citoyens.

Par exemple, les publications budgétaires traditionnelles sont souvent disponibles dans des formats peu conviviaux comme les PDF. Les analystes financiers, y compris ceux du gouvernement, sont fréquemment confrontés à la tâche fastidieuse de convertir ces documents en formats plus utilisables comme Excel pour l'analyse. La transparence active, telle que promue par CABRI, vise à rationaliser ce processus, en veillant à ce que les données soient facilement accessibles et utiles pour l'analyse et le plaidoyer. Elle aide également le parlement à examiner les décisions d'allocation et à tenir l'exécutif responsable de ses dépenses.

Cette transparence proactive implique de comprendre quelles informations les OSC exigent du gouvernement pour plaider efficacement au nom des citoyens. Cela signifie non seulement rendre les données disponibles, mais aussi veiller à ce qu'elles soient dans un format facilitant leur utilisation dans la prise de décision politique et le discours public.

Renforcer la confiance entre la société civile et les gouvernements est essentiel pour que cette approche réussisse. CABRI souligne l'importance de créer des plateformes qui ne sont pas seulement plus transparentes mais aussi réactives aux voix et aux besoins du peuple. Cela implique de s'engager activement avec les citoyens et les OSC, d'écouter leurs préoccupations et d'intégrer leurs retours dans le processus budgétaire.

En fin de compte, cet effort collaboratif entre CABRI, les responsables gouvernementaux et la société civile vise à améliorer la gouvernance et la stabilité économique des nations africaines. En favorisant un environnement de transparence active et de réactivité, l'initiative cherche à améliorer l'efficacité des financements nationaux et externes, en veillant à ce qu'ils soient utilisés de manière à véritablement bénéficier aux citoyens africains.



Giselle HADLEY

Gestionnaire de Programme de l'Initiative Collaborative pour la Réforme Budgétaire en Afrique (CABRI)

“ Lors des Assemblées annuelles de la Banque, les organisations de la société civile ont uni leurs voix pour plaider en faveur d'une réforme audacieuse et inclusive de l'architecture financière mondiale. Leurs voix se sont fait l'écho d'une demande retentissante : Nous avons besoin d'un système financier qui fonctionne pour tout le monde, en donnant la priorité à l'équité, à la durabilité et au bien-être de toutes les communautés, afin de stimuler la transformation de l'Afrique. Nous sommes prêts à jouer notre rôle ”



Luther Yameogo
Chargé principal du plaidoyer pour l'engagement des Organisations de la Société Civile

CSO Event at the Bank Annual Meeting 2024

Voir plus

La voix des citoyens africains dans la réforme de l'architecture financière mondiale

Alors que le monde traverse une période de transformations économiques sans précédent, il est impératif que la société civile africaine prenne position et influence la réforme de l'architecture financière mondiale. Cette réforme n'est pas simplement une affaire de technocrates et de décideurs politiques ; elle concerne directement les vies des populations africaines et notre avenir commun.

L'Afrique, avec sa jeunesse dynamique, ses ressources abondantes et son potentiel de croissance, ne peut pas rester à l'écart des discussions qui façonneront le système financier global. Notre silence serait une abdication de notre responsabilité envers nos communautés et les générations futures.

En nous exprimant, nous pouvons garantir que les intérêts africains sont défendus et que les politiques financières internationales reflètent nos réalités et besoins spécifiques.

Les disparités économiques mondiales sont accentuées par des systèmes financiers inéquitables. En participant activement aux discussions, nous pouvons militer pour des réformes qui favorisent une distribution plus juste des ressources et des opportunités économiques. Il est temps de remettre en question les structures qui perpétuent la pauvreté et l'exclusion sur notre continent.

Les crises financières mondiales ont des répercussions dévastatrices sur nos économies. Une réforme inclusive et bien pensée peut renforcer la résilience économique de nos pays, les rendant moins vulnérables aux chocs externes et plus capables de se développer de manière autonome.

En participant activement aux discussions en cours au sein de la Banque, nous affirmons notre souveraineté et notre droit de déterminer notre propre avenir économique. C'est un acte de dignité et d'auto-détermination qui montre que l'Afrique n'est pas simplement un récepteur passif des décisions mondiales, mais un acteur à part entière.

Chers acteurs et actrices de la société civile, nous sommes ravis d'entendre vos voix. En prenant part aux débats, nous pouvons jouer un rôle déterminant dans la construction d'un système financier mondial plus juste, plus inclusif et plus résilient. Engageons-nous ensemble dans cette réforme, pour le bien de nos peuples et de notre continent.



Zéneb Touré,
Cheffe de la Division Société Civile et Engagement Communautaire

LA BANQUE À 60 ANS

Six décennies au service d'une croissance économique durable en Afrique 1964-2024. Suivez notre parcours qui a commencé au #Soudan en 1964, où les représentants de 25 pays africains se sont mis d'accord sur la vision d'une banque pour stimuler le développement économique à travers l'Afrique.

Lire plus



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

CSO
Civil Society
Société Civile

Scan this code to register to Civil Society Organization Database

Civil Society Organization Database
https : // cso.afdb.org